

# L'injuste milieu

## Le budget 2013 critiqué de toute part

Pour les uns, le pays frôle la catastrophe, pour les autres, la catastrophe, c'est de s'en prendre au pouvoir d'achat des ménages, alors qu'il y aurait autre chose à faire. Mais peu importe le bord où l'on se trouve, on reproche à la coalition un manque de vision.

Si l'on veut agacer le rapporteur du budget 2013, il suffit de lui dire que la copie n'est pas digne d'un socialiste. Lucien Lux, le président du groupe parlementaire LSAP, n'est pas du genre à s'en laisser conter et fourbit tranquillement ses armes pour les débats qui se tiendront autour du budget les 11, 12 et 13 décembre à la Chambre.

*«Les vrais socialistes sont en France? Combien de pays ont une tranche indiciaire de 2,5% sur les salaires? François Hollande a-t-il pensé à introduire une telle mesure?»*

Pour Lucien Lux, les économies que la coalition CSV-LSAP demande de réaliser ne se font pas simplement dans l'espoir d'afficher une esthétique budgétaire conforme aux critères européens.

*«Ma conviction d'homme de gauche, c'est que nous avons besoin de finances saines pour pouvoir conserver un Etat social solide. Il faut pouvoir conserver intacte la contribution de l'Etat au volet social, pensions, assurance dépendance, fonds pour l'emploi, etc.»*

Des finances saines permettraient ainsi de dégager une marge de manœuvre politique, «sinon l'Etat social est foutu». Il suffirait de regarder le Portugal, l'Espagne, la Grèce, là où «il n'y a plus d'Etat qui peut protéger les ci-

toyens». Dans la société civile, on tangué entre le trop et le pas assez. Les patrons reprochent au gouvernement de s'en prendre aux entreprises. «Mais si 80% d'entre elles ne payent pas d'impôts, est-ce vraiment anormal d'introduire une imposition minimale?»

Dans l'affaire, les ménages ne sont pas non plus épargnés, mais Lux défend des «réponses équilibrées à la situation» et demande: «Franchement, 25 euros mensuels en moins pour les plus petits salaires, est-ce que ça, c'est une politique d'austérité?»

### D'un extrême à l'autre

La Chambre de commerce se montre beaucoup plus pessimiste. Une posture qu'elle assume, et, face à «la gravité de la situation», elle prône un impératif: «Réinventer le modèle socio-économique luxembourgeois.»

La Chambre des métiers ne dit pas autre chose, s'inquiétant de «finances publiques à la dérive». Elle reproche le pilotage à vue du gouvernement, qui procède à des mesures contradictoires, et appelle à «des mesures

*plus incisives [...] si le Luxembourg veut éviter le piège de l'endettement, alors que les exemples de la Grèce et de l'Espagne montrent la politique d'austérité qui doit être implémentée pour en sortir.»*

Le programme proposé par la Chambre de commerce, à cet égard, est un remède de cheval qui passe par la désindexation de l'économie en général, et des salaires en particulier.

Le combat d'arrière-garde est là. Mais sur ce point, les socialistes n'en démontent pas: pas touche à l'index! A la différence du CSV, qui instaurerait volontiers un index plafonné. Pour Lux, «c'est un des points où nous sommes encore d'accord avec les syndicats, comme quoi...»

Du côté de la Chambre des salariés, on se rassure de la position des socialistes, hostiles au plafonnement de l'index, mais on n'oublie pas non plus que le parti a accepté sa modulation...

En tout cas, l'analyse diffère évidemment de celle du patronat. La CSL ne fait pas dans l'angélisme, encore moins dans le catas-

trophisme: «La situation économique actuelle n'est pas rose, bien que, de manière générale et en comparaison internationale, le Luxembourg se situe plutôt favorablement. La productivité reste d'ailleurs une des plus élevées du monde.» Pour autant, avec les mesures envisagées, «le budget des familles est touché, alors que les salaires réels baissent», remarque Jean-Claude Reding.

Si la Chambre de commerce pense possible «d'instaurer une baisse automatique des moyens budgétaires de 1,5% l'an au titre de la productivité et de l'efficience», les représentants des salariés estiment au contraire qu'«une réduction des dépenses publiques constitue une solution de facilité pour les finances publiques à court terme et ne représente certainement pas la réponse appropriée aux problèmes structurels qui pourraient se poser».

Les plaies de la tripartite avortée de 2010 sont encore béantes, la lecture de la situation est radicalement divergente entre les différents corps de la société.

La Chambre des députés s'apprête à voter un projet dont personne ne veut, si ce n'est elle-même.

OLIVIER TASCH

43,5%

C'est le nouveau taux d'imposition maximal sur les revenus



Jean-Claude Reding, Chambre des salariés



Lucien Lux, LSAP



Carlo Thelen, Chambre de commerce

COMMENT DECRIRIEZ-VOUS LE BUDGET 2013?

«Nous constatons un développement négatif, alors que les données de l'économie et des finances de l'Etat ne sont pas aussi dramatiques que certains ne l'affirment. Il serait ainsi possible de faire une politique budgétaire plus douce. Je ne dis pas que l'on peut faire des déficits à l'infini avec un budget qui ne permettrait pas de constituer des réserves. Mais ce budget est pro-cyclique, ce qui pose problème.

Nous adoptons malheureusement une trajectoire politique dans la lignée de celle empruntée depuis plusieurs années, et qui consiste à rogner le pouvoir d'achat des citoyens. Après la modulation de l'index ou la désindexation des allocations familiales, ce sont l'allocation de rentrée scolaire et les chèques-services qui sont touchés.

Le budget est mauvais, on n'identifie d'ailleurs pas de ligne claire, sur les recettes en particulier. Le court terme est visé, et le budget est inadapté à la situation économique et sociale actuelle.»

«Je le résumerais en trois mots: courage, responsabilité et équité.

Courage, d'abord, parce que c'est le moment de la politique. Au cours des trois derniers mois, j'ai constaté que les corporatismes se renforçaient; chacun s'intéresse uniquement à son pré carré. C'est au Parlement et au gouvernement – là où on peut regarder et agir de manière horizontale – de prendre des décisions qui forcément ne plaisent pas à tout le monde.

Responsabilité, parce que nous nous concentrons sur les jeunes et les enfants. Nous ne pouvons pas nous permettre d'hypothéquer leur avenir. Nous devons descendre de notre piédestal et ne pas léguer une dette insupportable aux prochaines générations.

Équité, enfin, parce que la charge des économies est répartie de manière juste, entre les plus faibles, les classes moyennes et les mieux lotis.»

«Nous sommes très surpris par ce budget. Nous pensions qu'en 2013, il allait enfin y avoir une inversion de tendance. Nous sommes donc déçus, car ce changement est nécessaire surtout aujourd'hui, parce qu'en 2014, année électorale, il sera très compliqué d'agir politiquement.

Nous espérions que, dans le projet présenté à l'automne, il y aurait un sérieux freinage des dépenses, mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Nous avons un budget qui augmente de 3% alors qu'il n'y a pas eu de croissance économique depuis 2008, sans compter cinq tranches indiciaires et trois adaptations du salaire minimum. Ce qui nous fait peur, c'est que nous traversons une crise fondamentale, mais que les réformes structurelles, déjà nécessaires avant la crise, ne sont toujours pas initiées. Par ailleurs, nous sommes choqués qu'il paraisse acceptable de faire des déficits continus et de gonfler notre dette.»

LES AMENDEMENTS ETAIENT-ILS NECESSAIRES?

«Je salue évidemment certains amendements, comme la modification du régime fiscal des stock-options. Cela montre au passage qu'il y avait beaucoup de marge en la matière, puisqu'avec ce léger changement, ce sont 50 millions d'euros de recettes supplémentaires qui sont prévues.

Toutefois, beaucoup de mesures sont contre-productives – au niveau du forfait kilométrique, par exemple – car elles favorisent l'inflation et pèsent donc en définitive sur le pouvoir d'achat des salariés.»

«Oui. Parce qu'il faut se prendre au sérieux. Au printemps, il y a un consensus pour dire que 1 milliard de déficit, c'est trop. Six mois plus tard, on se retrouve avec 1,3 milliard de déficit attendu, sans compter des prévisions de croissance à la baisse. Le "paquet Frieden" n'avait ni queue ni tête. Mais aussi parce qu'aucune des propositions des fractions parlementaires n'avait été retenue, comme les modifications au niveau du taux d'imposition maximal, de l'impôt de solidarité, des Soparfi ou des stock-options.»

«Bien sûr, mais ils sont largement insuffisants, c'est purement symbolique. La combinaison est mauvaise parce qu'elle se répartit sur deux tiers d'augmentation des recettes et seulement un tiers de baisse des dépenses. C'est totalement déséquilibré. Les propositions du gouvernement risquent de dégrader encore plus notre compétitivité. C'est une catastrophe pour notre pays. L'avantage du Luxembourg, qui se base sur la prévisibilité et la stabilité en matière fiscale, est en train d'être détruit avec ces mesures.»

LA BONNE NOTATION DE LA DETTE DU PAYS (AAA) EST-ELLE EN DANGER?

«Je ne suis pas un adepte des agences de notation mais, si l'on veut vraiment réfléchir en ces termes, je rappelle simplement que le pays est l'élève modèle des critères européens. Il ne faut donc pas faire de catastrophisme.»

«Nous sommes sous observation. Si on perdait ce triple A, cela aurait un coût puisque nous devrions payer des intérêts plus importants. Nous sommes un petit pays et si demain nous sommes sous la pression de spéculateurs, nos possibilités de résistance sont très limitées car nous sommes terriblement dépendants du secteur financier.»

«Oui, nous sommes sous surveillance négative.

Les limites de Maastricht, c'est un compromis de l'époque qui ne se base pas sur une logique économique. Notre dette a quadruplé en cinq ans, ce n'est pas normal. C'est une vision à court terme de la politique et des syndicats de ne regarder que les 3% de déficit et les 60% de dette.»

ANALYSE

Peu importe le nom qu'on voudra lui donner, économie ou austerité, une chose est certaine: en 2013, la majorité des citoyens en auront moins dans leur portefeuille.

Pour la bonne cause, nous dit Lucien Lux, chacun y met du sien pour que l'Etat social que nous chérissons tant puisse survivre à la crise.

L'équation est compliquée. Les patrons, qui n'ont pas la réputation d'être optimistes, sont carrément alarmistes, et produisent même un discours anxieux, la fin du monde est à la mode ces temps-ci... Pour le Luxembourg, c'est la fin d'un monde qui semble bel et bien se sceller. Un monde dans lequel le compromis était de mise.

Aujourd'hui, l'écart idéologique entre les différents belligérants est tellement important et flagrant que l'on doit s'attendre à quelques années – des lustres? – avant d'espérer pouvoir recoller les morceaux. D'autant que le débat de fond sur la sélectivité qui s'annonce, appelé des vœux de la classe politique, ne présage rien de bon. Une boîte de Pandore de l'Etat social?

La Chambre de commerce évoque depuis longtemps déjà la nécessité de «réinventer le modèle socio-économique luxembourgeois», ce qui laisse présager des discussions des plus houleuses face à des syndicats qui exigent l'exact contraire de ce que veulent les patrons.

Autre débat, plus technique celui-là, mais qui touche lui aussi aux fondamentaux de l'Etat social: la nécessité d'une réforme de la politique fiscale. Là encore, les fronts sont aux deux extrêmes. La totalité de l'imposition des dividendes ou la réintroduction de l'impôt sur la fortune pour les personnes physiques proposés par la CSL fait déjà tomber les patrons de leur chaise.

Photo: Pierre Matgé